



**SPECIAL
BRADERIE!**

Journal du *Rassemblement des Cercles Communistes*
Pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire

Guerre d'Afghanistan là-bas... Guerre sociale contre les travailleurs ici Il faut en finir avec cette politique !



Finies les promesses présidentielles la main sur le cœur, l'omniprésence médiatique le casque de chantiers sur la

tête... La réalité ne se travestit pas et tout le monde peut déjà faire les comptes d'une politique axée sur la défense des intérêts des grands patrons, des capitalistes.

Allongement de la durée de cotisation pour la retraite (41 ans depuis juillet, bientôt 42 ans), chute vertigineuse du pouvoir d'achat (que les médias ont fini par admettre après avoir tenté de nous convain-

cre qu'elle était surtout « psychologique »), privatisation des derniers services qui restaient publics (*La Poste* ce mois-ci) avec la montée des tarifs que cela provoquera mécaniquement (voyez le « boom » des tarifs du gaz depuis l'éclatement d'EDF-GDF et sa privatisation), explosion des crédits revolving et de l'endettement, du nombre des dépressions liées au travail, des suicides de salariés même (*Renault, EDF, PSA, Société générale, Areva, Sodexo, Ed, France Télécom, ...*). Les vacances deviennent un luxe pour une part de plus en plus importante d'entre nous (surtout au vu du prix des carburants!), tandis que les multinationales ne savent plus quoi inventer pour nous faire dépenser l'argent que nous n'avons pas.

Journal du Cercle Henri Barbusse, de la Coordination Communiste Nord - Pas de Calais, du Cercle Communiste d'Alsace et du Cercle Communiste de Région Parisienne

VIVE L'INDEPENDANCE
DE GUANTANAMO
CONTRE L'IMPERIALISME
CUBAIN !



Au SOMMAIRE...

- P2 : Hommage à Mahmoud Darwish
- P3 : Ossétie du sud ; Halte à la ruée vers l'or noir !
- P5 : Médaille d'Or pour la Chine!
- P6 : Les « Oradour s/Glâne » de la coalition en Afghanistan
- P6 : Victoire en Bolivie!
- P7: EDVIGE, le *Big Brother* français!
- P8 : Siège du PCF à louer...
- P9 : Le coup de hache de Saint Bernard il y a 12 ans
- P10 : Touche pas à notre Poste!
- P11 : A. Lacroix-Riz présente son dernier livre en octobre

HALTE A LEUR PROPAGANDE DE GUERRE !

ENSEMBLE TOUT DEVIENT POSSIBLE

KABOUL OPEX

NATO OTAN

ISAF

Ce n'est qu'un début...
CONTINUONS LE
COMBAT!

Si « les caisses de l'Etat sont vides » (selon les propos provocateurs de Fillon repris par Sarkozy), c'est qu'elles ont été vidées, et ce n'est pas par nous (15 milliards d'euros pour les riches avec le bouclier fiscal 2007...) !

Si le « taux de croissance » annoncé pour la zone Euro est sans cesse revu à la baisse, les profits des grandes entreprises en revanche n'ont jamais été aussi élevés : le total cumulé des bénéfices des grands groupes français (ceux du CAC40) a atteint 95 milliards d'euros en 2007 !

Et ce sont des millions de travailleurs qui se sont saignés aux quatre veines pour « conforter la compétitivité » de leur entreprise dans la lutte du tous contre tous qu'est la jungle capitaliste.

Une « compétition » qui est bien sûr internationale, dans un monde re-mondialisé après la chute du rempart communiste. L'impérialisme français veut tenir son rang, construisant l'Union Européenne comme espace d'expansion de ces monopoles, en alliance/concurrence avec l'Allemagne, tout en restant lié à l'ami / rival américain, qui reste utile pour partir à l'assaut des 2 derniers grands espaces de conquête non encore absorbés par les grandes puissances impérialistes : la Russie et la Chine.

Cette politique occidentale de conquête de la Chine et de la Russie, et d'abord d'encercllement de ces deux pays, politique menée par les USA et, à leur suite, par l'ensemble de l'Union Européenne, France comprise, peut nous mener à une guerre d'ampleur. L'été 2008 est venu nous le rappeler, avec les conflits sur les marges de ces 2 pays :

La nuit de l'ouverture des JO, la Géorgie, fidèle allié des USA – et qui est candidate à l'intégration dans l'OTAN – attaquait sauvagement l'Ossétie du Sud, faisant des milliers de morts et de réfugiés, dans l'objectif de mettre au pas cette région autonome pro-russe et pour sécuriser au profit des occidentaux les oléoducs qui acheminent le pétrole de la Caspienne. Heureusement la Russie (et d'abord les forces de maintien de la paix russes présentes légalement en Ossétie du Sud depuis 1992) a réagi avec vigueur et mis un coup d'arrêt aux menées guerrières des USA et de leur pion géorgien.

Sur le flanc sud de la Chine et de la Russie – en Afghanistan – la présence occidentale se poursuit. Sarkozy a décidé en avril l'envoi de 1000 hommes supplémentaires. Au-delà de la gabegie de l'argent public que cela représente (1 milliard d'euros), ces renforts ne sont pas envoyés pour regarder passer les chèvres : les 10 morts du mois d'août sont venus rappeler à tous que la France est bien en guerre là-bas et ce depuis octobre 2001 [décision prise à l'époque par le gouvernement Jospin]. L'opinion française désapprouve de plus en plus cet engagement en Afghanistan et réclame le retrait des troupes. Un désengagement dont parlait d'ailleurs le candidat Sarkozy en avril 2007...

Ca suffit ! Faisons-nous entendre ! Comme les Irlandais qui en juin ont bloqué par leur vote la pseudo-ratification de la *Constitution Européenne bis* pondue par Sarkozy, qui se rêvait en grand ordonnateur de l'Europe. Mais n'attendons pas 4 ans, comme nous y inciterait volontiers le PS, englué dans sa recherche de leader. C'est aujourd'hui qu'il faut agir, pour stopper la broyeuse sociale !

Il faut rompre avec le fatalisme ; nous sommes une force gigantesque qui s'ignore ! Prenons exemple sur nos camarades Sans papiers qui, organisés dans leurs comités, les syndicats CGT, avec les associations militantes, à Paris, à Lille et ailleurs ont cet été renoué avec les traditions ouvrières de lutte et gagné des victoires !

**Pékin - Moscou - Kaboul
Tiercé perdant pour Sarko !**



Hommage à Mahmoud Darwish poète d'un « pays qui n'a pas de pays »

Dans les années 1960, Darwish rejoint le *Parti Communiste d'Israël*, la *Rakah*, mais il est plus connu pour son engagement au sein de l'*Organisation de Libération de la Palestine* (OLP). Élu membre du comité exécutif de l'OLP en 1987, il quitta l'organisation en 1993 pour protester contre les accords d'Oslo. Après plus de 30 ans de vie en exil, il rentra sous conditions en Palestine, et s'installa à Ramallah. Il vient de mourir à l'âge de 67 ans.



*Inscris ! Je suis Arabe
Le numéro de ma carte : cinquante mille
Nombre d'enfants : huit
Et le neuvième... arrivera après l'été !
Et te voilà furieux !
Inscris ! Je suis Arabe
Je travaille à la carrière avec mes compagnons de peine
Et j'ai huit bambins
Leur galette de pain
Les vêtements, leur cahier d'écolier
Je les tire des rochers...
Oh ! Je n'irai pas quémander l'aumône à ta porte
Je ne me fais pas tout petit au porche de ton palais
Et te voilà furieux !
Inscris ! Je suis Arabe
Sans nom de famille - je suis mon prénom
« Patient infiniment » dans un pays où tous
Vivent sur les braises de la Colère
Mes racines...
Avant la naissance du temps elles prirent pied
Avant l'effusion de la durée
Avant le cyprès et l'olivier
...avant l'éclosion de l'herbe
Mon père... est d'une famille de laboureurs
N'a rien avec messieurs les notables
Mon grand-père était paysan - être
Sans valeur - ni ascendance.
Ma maison, une hutte de gardien
En troncs et en roseaux
Voilà qui je suis - cela te plaît-il ?
Sans nom de famille, je ne suis que mon prénom.
Inscris ! Je suis Arabe
Mes cheveux... couleur du charbon
Mes yeux... couleur de café
Signes particuliers :
Sur la tête un kéfié avec son cordon bien serré
Et ma paume est dure comme une pierre
...elle écorche celui qui la serre
La nourriture que je préfère c'est
L'huile d'olive et le thym
Mon adresse : Je suis d'un village isolé...
Où les rues n'ont plus de noms
Et tous les hommes... à la carrière comme au champ
Aiment bien le communisme
Inscris ! Je suis Arabe
Et te voilà furieux !
Inscris Que je suis Arabe
Que tu as raflé les vignes de mes pères
Et la terre que je cultivais
Moi et mes enfants ensemble
Tu nous as tout pris hormis
Pour la survie de mes petits-fils
Les rochers que voici
Mais votre gouvernement va les saisir aussi
...à ce que l'on dit !
DONC Inscris ! En tête du premier feuillet
Que je n'ai pas de haine pour les hommes
Que je n'assaille personne mais que
Si j'ai faim
Je mange la chair de mon Usurpateur
Gare ! Gare ! Gare
À ma fureur !*

Ossétie du sud

Halte à la ruée vers l'or noir !

Le 7 août dernier, l'armée géorgienne, appendice quasi-officielle de l'US-Army, bombardait massivement une province autonome de son territoire : l'Ossétie du sud. Près de 2000 civils furent tués, des dizaines de milliers de réfugiés rejoignirent la Russie frontalière.



pagne médiatique d'intoxication accusant Moscou d'avoir envoyé des bombardiers SU-24 aux alentours de Gori !

Les Etats-Unis qui cherchaient déjà la guerre en 1961 contre l'ennemi mortel soviétique en implantant en Turquie des bases de missiles pointés sur l'URSS, récidivent aujourd'hui. Pour dépecer le territoire de l'ex-

Curieusement le président Géorgien, M. Saakachvili, n'a pas été taxé de « fasciste », d'« Hitler en puissance » ou d'« impérialiste » par nos médias. Robert Ménard et ses *Guignols Sans Frontières* n'ont pas manifesté à Tbilissi pour le respect des Droits de l'Homme. Les exils massifs de civils ossètes vers la Russie n'ont pas été qualifiés « d'épuration ethnique » fomentée par une « dictature » appartenant à l'axe du mal et que nos « démocraties » devraient remettre au pas...

C'est normal : la Géorgie fait partie de l'axe du bien depuis la dernière « révolution des roses » financée par la CIA et les « ONG » des Georges Soros et autres milliardaires yankees. C'est un avant-poste pour la ruée vers l'Est de l'OTAN, un maillon essentiel du plan euro-états-unien pour mettre la main sur 80% des hydrocarbures russes et briser

le bloc des « menaçants » russo-chinois. La Géorgie, c'est « *le phare de la liberté* » sur le sol même de l'ex-Union Soviétique, martelait G. W. Bush à Tbilissi en mai 2005...

En revanche, lorsque pour repousser la force de frappe géorgienne (entièrement constituée, financée, et formée par les Etats-Unis, l'Europe et Israël), l'armée russe vient au secours des sud-ossètes, les diplomates occidentaux crient à la violation des traités internationaux, accusent « l'impérialisme grand-russe », démasquent les forces quasi-occultes de l'ex-KGB contre la démocratie, volent au secours de « l'indépendance nationale » géorgienne... Comble de l'audace, on lança sur le champ une vaste cam-

URSS de ses ressources, essentiellement énergétiques, et freiner le développement de la Chine et de l'Inde, ils lancent depuis quelques années contre la Russie une nouvelle guerre froide, entraînant dans leur sillage le vassal européen encore hésitant (ce dernier dépend encore en partie des hydrocarbures russes) dans une escalade totalement préméditée.

En implantant de nouvelles bases militaires antirusse en Tchéquie puis en Pologne, en fomentant des « révolutions oranges » pro-occidentales autour de la Russie (Ukraine, Géorgie, Pays Baltes, Kirghizistan, etc.), en dépeçant par étapes la Yougoslavie, en colonisant le Kosovo serbe, en proclamant uni-



latéralement son indépendance, en incorporant dans l'OTAN et l'UE impérialiste de plus en plus d'ex-pays de l'Est, en construisant des oléoducs dans le Caucase contournant les territoires russophones, en imposant unilatéralement à Moscou le carcan de la Charte Energétique européenne, les puissances impérialistes franchissent l'une après l'autre les étapes d'une imminente conflagration, qui a tout d'une troisième guerre mondiale.

Le conflit « russo-géorgien », orchestré sur ordre du Pentagone, est un pas de plus vers cette guerre généralisée. Il faut le dénoncer comme tel, si nous voulons construire dès à présent un véritable mouvement pour la Paix, loin des pièges que nous tend la propagande médiatique. Il faut dénoncer l'agresseur sans tomber dans le piège habituel du « ni-ni » qui, de fait, a permis dans le passé de légitimer les invasions de l'Irak, de la Yougoslavie, de l'Afghanistan... ou de l'Egypte de Nasser il y a plus longtemps.

« *L'administration des Etats-Unis, à laquelle les dirigeants géorgiens sont totalement soumis, a provoqué l'incendie qui a embrasé le Caucase. Le président américain, l'impérialiste Georges Bush, a sans aucun doute donné l'ordre aux forces armées géorgiennes d'envahir l'Ossétie du Sud en brûlant les villes et les villages et en tuant des innocents. La partie russe avait toutes les raisons d'agir comme elle l'a fait* » a par exemple déclaré le président vénézuélien Hugo Chavez, que personne ne peut soupçonner d'ignorer la réalité de l'impérialisme US-UE.

Ne nous laissons pas abuser par l'éternelle mauvaise foi médiatico-gouvernementale. On se souvient par exemple comment la Serbie fut accusée « d'occuper » militairement le Kosovo, pourtant serbe depuis le moyen-âge, pour y légitimer la mise à sac de Belgrade par les bombardiers de l'OTAN. On se souvient que les forces israélo-américaines ont obtenu le retrait des troupes « impérialistes » syriennes au Liban (bouclier antisioniste)... pour mieux ravager militairement le sud du pays quelques mois plus tard en 2006. On assiste encore cette année à cette scandaleuse campagne médiatique dénonçant « l'impérialisme chinois » au Tibet, ce déchaînement raciste en vue de préparer les esprits à une mise au pas préventive

du « péril jaune ». Et les USA, soutenus par l'UE, n'hésiteront sans doute pas à venir au secours de l'opulente province de Santa Cruz, brusquement assoiffée d'indépendance, contre « l'impérialisme bolivien » d'Evo Morales, comme ils le firent jadis dans la province « séparatiste » du Katanga, trésor minier du Congo, contre le gouvernement de Patrice Lumumba...

Si le *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* est un principe fondamental du marxisme, nous connaissons aussi le principe impérialiste du *diviser pour mieux régner*, qui le surdétermine aujourd'hui, et au nom duquel on instrumentalise dans un sens ou dans un autre tout indépendantisme, qu'il soit légitime ou non... Une nouvelle fois, nous ne serons donc pas dupes !



Le président géorgien Saakachvili, un criminel de guerre sous haute protection...

Nous sommes passés très près d'une guerre ouverte impliquant l'armée française. La Géorgie a déjà conclu une alliance militaire avec l'OTAN (GUAM) en 1999, et elle sollicite depuis son adhésion directe. Si cette adhésion avait été entérinée, la guerre en Ossétie aurait immédiatement impliqué, par le jeu des clauses du Traité, l'ensem-

ble des armées adhérentes, y compris l'armée française... Ce n'est que partie remise, nous le savons...

La politique américaine est claire concernant la gênante Russie : « *Une Russie confédérée (...) composée d'une Russie européenne, d'une République de Sibérie et d'une République Extrême-orientale – tisserait plus facilement des liens avec ses voisins. Chacune des entités confédérées aurait la possibilité de développer son propre potentiel créatif, étouffé depuis des siècles par la lourde bureaucratie moscovite. D'autre part, une Russie décentralisée serait moins susceptible de nourrir des ambitions impériales* » (*The Grand Chessboard*, 1997). Z. Brzezinski, l'un des stratèges les plus influents de Washington, dévoile ici les objectifs profonds de la cette ruée vers l'or noir, pour laquelle on prépare déjà, après les avoir isolés géopolitiquement, les futures « réserves » des sioux russes...

Notons que le Pentagone exprime la même stratégie vis-à-vis de la Chine, en projetant, par l'instrumentalisation des séparatismes tibétain et sud-mongols notamment, sa partition en plusieurs blocs territoriaux plus « maniables ».

**Assez de guerres!
Dissolution de l'OTAN!
Stop à l'expansion territoriale de l'UE à l'Est!
Sortie de la France de l'UE impérialiste!**



Source: Truth in Media, Phoenix, Arizona



Double médaille d'or pour la Chine populaire!

Les JO de Pékin 2008 ont été une réussite parfaite et exemplaire, tant sur le plan organisationnel et sportif, que par les performances des athlètes chinois. Qui oserait affirmer le contraire?

Toutes les unes des journaux et télévisions du monde occidental ont dû se plier à l'évidence. Même les professionnels de la désinformation, qui avaient pronostiqué plusieurs mois durant le pire pour saboter ce rendez-vous officiel de l'olympisme, en ont été pour leurs frais!

Ont-ils désarmé pour autant? Loin de là, ils persistent et signent dans le dénigrement. Pour minorer cet événement qui fera date et détourner l'attention d'une opinion publique étonnée, enthousiasmée, emballée même par la qualité de ces Jeux, rien ne les arrête plus. Voilà maintenant qu'ils sèment la suspicion sur l'âge des gymnastes féminines chinoises et multiplient les sous-entendus les plus fous, par exemple sur l'entraînement des jeunes sportifs chinois. Qu'inventeront-ils demain?

Comme si rien ne s'était passé pendant ces 3 semaines de compétition pacifique, de liesse populaire et d'amitié entre les sportifs et les nations, de nouveau ils tendent leurs micros et ouvrent leurs salles de rédaction à tous ceux qui savent et mentent comme ils respirent, notamment les crapauds de la clique du Dalaï Lama ou les gangsters sans frontières de Bob Ménard.

On ne peut rien attendre de sérieux et de vrai de journalistes stipendiés par le monde « libre » et soumis au diktat des officines de la presse dominante impérialiste comme l'AFP, Reuters, Associated Press,... Ils ne disposent pas de la liberté et du franc-parler suffisants pour dresser un véritable bilan de Pékin 2008 et de sa portée historique.

Seule une presse indépen-

dante peut s'y employer. C'est le cas du quotidien burkinabé d'Ouagadougou, *Le Pays* qui titre « JO 2008 : mention honorable » et prévient cependant que « ceux (occidentaux) qui rêvaient des Jeux Olympiques comme d'une occasion d'imposer leur vision de la démocratie à la Chine en ont eu pour leur compte ».

Le Pays remercie « l'Empire du milieu » d'être resté lui-même en dépit de l'énorme pression médiatico-politique qui s'est exercée sur lui et qui voulait placer des questions autres que le sport au cœur des enjeux.

Rappelant que la Chine ne s'est jamais laissée dicter sa conduite, le journal salue le fait que ce pays ait sa propre voie de développement qu'il a empruntée depuis des siècles avec sérénité et qui a fait de lui aujourd'hui l'une des premières puissances économiques du monde.

« La Chine a su se donner les moyens de rester digne face à toutes les messes voulant la convertir à la démocratie libérale », indique le journal qui fait remarquer que par sa capacité d'ingéniosité, de travail et d'invention, la Chine est devenue l'atelier du



monde et sa population, un marché convoité par l'Occident. *Le Pays* regrette que cette force de caractère des Chinois manque « cruellement » aux pays africains qui sont ballottés au gré des décisions que leur impose le Nord tant du point de vue politique, économique que culturel.

Saluant « le modèle social et politique inspiré du communisme », le journal *Le Pays* soutient que « la Chine par sa maturité, est devenue une citadelle que les occidentaux désespèrent de prendre un jour ».

« Les Etats africains ont perdu leur âme en laissant leur destin aux mains des Occidentaux », regrette le journal, précisant que « bon nombre de pays africains sont dans l'impasse parce qu'ils ont singé sans intelligence l'Occident »

Le 27 juin dernier, à Villeneuve d'Ascq, un mois avant l'ouverture des JO, le *Cercle Henri Barbusse* organisait une conférence pour

connaître et comprendre les dessous d'une campagne agressive antichinoise, qui rappelez-vous, battait son plein. Ce fut l'occasion pour près de 150 participant(e)s de réfléchir et débattre avec l'universitaire belge Elisabeth Martens et le journaliste chinois Ruolin Zheng.

Nous en arrivons pratiquement aux mêmes commentaires et conclusions que *Le Pays*.

Voilà prouvé une fois de plus, que le combat pour la vérité n'a pas de frontières.

Comme l'olympisme, il est international!

Les *Oradour-sur-Glane* de la coalition se multiplient en Afghanistan

Le président fantoche afghan Hamid Karzaï a « condamné » ce samedi 23 août le bombardement américain qui a provoqué la mort de civils, dont le bilan s'élevait, selon une ONG afghane de défense des droits de l'homme, à au moins 90 victimes, pour la plupart des femmes et des enfants.

Ce fourbe mis en place par l'Oncle Sam, l'UE et l'OTAN a *déploré* que ses efforts pour exhorter les forces de la coalition à mieux prendre en compte les populations et mieux éviter les « bavures » meurtrières pour les civils ne soient pas suivis d'effet, et affirmé que son gouvernement annoncerait bientôt des « mesures nécessaires » pour les éviter. Il n'a pas fourni de précisions.

Une opération conjointe des forces américaines et de leurs *marionnettes afghanes* dans la province de Herat (ouest) avait eu lieu tôt vendredi. Samedi, des soldats qui tentaient d'apporter des vivres et des vêtements aux habitants du village frappé, *Azizabad*, dans le district de *Shindand*, ont été reçus à coups de pierres par la population. Les soldats ont donc ouvert le feu, blessant huit personnes. Excédés, les habitants ont brûlé une voiture de police et manifesté en proclamant « *Mort à l'Amérique !* ».

Selon *Ahmad Nader Nadery*, directeur de la *Commission indépendante afghane pour les droits de l'homme*, les enquêteurs qui se sont rendus sur place vendredi ont constaté que 78 personnes avaient été tuées et 25 maisons endommagées, y compris 15 totalement détruites. Il n'a pas pu préciser combien parmi les victimes étaient des combattants et combien des civils, mais il y a 20 femmes parmi les morts. Les bilans continuent d'être contradictoires: selon le ministère de l'Intérieur, 76 civils ont été tués, dont 50 enfants de moins de 15 ans, alors que le ministère de la Défense a annoncé un bilan de 25 insurgés et cinq civils tués.

Samedi, nos valeureux et bons démocrates militaires américains ont annoncé une enquête. « *Plus tôt nous aurons éclairci la situation, mieux nous serons tous* », a déclaré le porte-parole de la coalition, le lieutenant *Nathan Perry*.

Les Etats-Unis ont exprimé dimanche leurs regrets pour « *la perte de vies innocentes parmi les Afghans que nous sommes censés protéger* », sans toutefois confirmer le nombre de victimes.

Selon le porte-parole du ministère de la Défense, le général *Mohammad Zahir Azimi*, l'opération - troupes afghanes au sol et soutien aérien américain - avait été lancée sur des informations faisant état d'une réunion de talibans dans le village, présidée par un de leurs commandants, le mollah *Siddiq*. Ce dernier aurait été tué dans le bombardement.

Ce n'est pas la première fois qu'un bombardement américain fait des morts parmi les civils en Afghanistan. Ainsi, début juillet, deux frappes aériennes avaient tué 64 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, dans les provinces de *Nangarhar* (Est) et du *Nuristan* (bombardement d'une fête de mariage!). Les forces étrangères en Afghanistan sont régulièrement accusées de provoquer la mort de civils. D'après la *Commission afghane indépendante des droits de l'Homme*, plus de 900 civils ont été tués depuis début 2008 dans des violences, du fait des insurgés mais principalement des forces de sécurité afghanes et internationales.

Les frappes chirurgicales et les dommages collatéraux du « *COMBAT DE L'OCCIDENT POUR LA LIBERTE ET LA DEMOCRATIE* », si chers à Kouchner et Sarkozy ensanglantent de plus en plus le peuple martyr afghan. Dans ce contexte, il est indécent qu'ici, tous les médias, à la botte de l'Etat-major des armées, ne nous donnent qu'une version tronquée de la sale guerre menée là-bas et ne s'apitoient que sur le sort de nos légionnaires. L'opinion publique n'est pas dupe, puisqu'un récent sondage annonçait que plus de 55% des personnes interrogées réclamaient le retrait des troupes françaises d'Afghanistan.

Troupes françaises hors d'Afghanistan!



Des Afghans creusent des tombes pour les 90 civils tués le 22 août 2008 à Azizabad (Est de Kaboul) dans un bombardement de la coalition.

VICTOIRE EN BOLIVIE !

Par le Cercle Communiste d'Alsace

Le 10 août dernier, le président bolivien Evo Morales était confirmé dans ses fonctions. Plus de 60% des électeurs boliviens se sont prononcés pour la poursuite de la politique de son gouvernement. Cette victoire est celle du peuple bolivien mais l'opposition de droite, soutenue par les Etats-Unis, menace de ne pas respecter la volonté populaire.

Un processus dans l'intérêt du peuple bolivien...

Depuis son élection à la fin de l'année 2005, Evo Morales mène une politique progressiste : dans un pays très pauvre jusqu'alors dominé par une minorité au service des intérêts américains et européens, l'arrivée au pouvoir de son parti, le MAS (Mouvement vers le socialisme), a apporté un vent d'espoir. Jusqu'alors, les indiens, pourtant très majoritaires dans la population, n'avaient pas voix au chapitre. Les richesses du pays étaient accaparées par une bourgeoisie d'origine européenne et ni les ressources du gaz et du pétrole, ni les richesses minières exploitées par des multinationales ne profitaient à la population. La misère du plus grand nombre permettait l'enrichissement d'une élite usant de violence contre les pauvres : les dictatures militaires de 1964 à 1982 puis l'ultra-libéralisation de l'économie sous la direction des institutions internationales dans les vingt années suivantes furent des pages sombres de l'histoire du peuple bolivien. L'accession d'Evo Morales à la présidence résulte des mouvements sociaux importants produits par la crise sociale et économique.

Sous la direction du gouvernement de Morales, la Bolivie relève la tête. Avec l'aide du Venezuela de Chavez et aussi le soutien de Cuba, Morales impulse un virage vers davantage de justice sociale : le gaz et le pétrole sont nationalisés. Les revenus de l'Etat sont multipliés par cinq, de véritables politiques d'éducation et de santé publique sont mises en place, à destination de l'ensemble de la population. Les investissements publics favorisent la production industrielle et permettent

à la Bolivie de combler déficit fiscal et dette extérieure. Une réforme constitutionnelle est en cours pour démocratiser davantage les institutions et rendre le peuple bolivien indépendant et maître de son destin. Ainsi la nouvelle constitution prévoit de renforcer la souveraineté de l'Etat en organisant le transfert des richesses des régions les plus riches vers les régions les plus pauvres et une réforme agraire prévoit de limiter les surfaces des propriétés foncières. De grands progrès ont déjà été accomplis, mais le rapport de force avec l'opposition crée des tensions dangereuses pour le processus d'émancipation du peuple bolivien.

Les menaces d'une opposition violente...

La politique de Morales n'a pas plu à tout le monde. Les privilégiés de l'Est du pays principalement, organisés dans les partis de droite et d'extrême droite soutenus par les Etats-Unis, tentent de faire capoter le processus en cours. Des préfets séparatistes ont tenté de faire sécession en organisant des référendums illégaux dans l'est de la Bolivie : les quatre départements les plus riches, contrôlés par la droite,

ont mené cette tentative de division aux mois de mai et juin dernier. Directement inspirés et soutenus par les Etats-Unis et leurs agences présentes sur le sol bolivien, les sécessionnistes n'hésitent pas à employer la violence pour empêcher le peuple de réclamer son dû : une répartition plus juste des richesses nationales. Les médias sur place sont concentrés dans les mains de l'oligarchie et tentent de discréditer le gouvernement de gauche par tous les moyens. Quant à l'Union Européenne, elle participe aussi à ces tentatives de déstabilisation en cherchant à imposer à l'économie bolivienne des conditions commerciales déséquilibrées. Menacés de l'intérieur et de l'extérieur, Morales et son gouvernement organisaient un référendum révocatoire le 10 août pour s'assurer du soutien de la population.

Un soutien populaire réaffirmé... et la solidarité internationale ?

Le référendum visait à confirmer ou infirmer le président Morales ainsi que les neuf préfets du pays. Malgré les innombrables tentatives et provocations de la droite et de l'extrême droite, le référendum eut bien

lieu et la victoire du *Mouvement vers le socialisme* ne souffre pas la discussion : Evo Morales est reconduit dans ses fonctions avec 63% des voix et deux préfets sécessionnistes sont révoqués. Malgré cette victoire, la droite et l'extrême droite refusent les résultats et organisent des actions violentes pour s'opposer au gouvernement. Même si les récents mouvements déclenchés par cette opposition téléguidée par les Etats-Unis ne semblent pas très suivis, ils mettent en danger la réforme des institutions et, plus grave, risquent de déboucher sur une guerre civile ou un coup d'état. Car si le gouvernement d'Evo Morales a le soutien du peuple, ses ennemis sont nombreux et puissants. Le processus est lent et, pour éviter de revivre une expérience à la chilienne, il faut rester vigilant. Il appartient aussi à tous les progressistes, et parmi eux à tous les communistes, ici en France et partout dans le monde, de soutenir le peuple bolivien, de lutter contre la désinformation et la propagande médiatique.

**AVEC LE PEUPLE BOLIVIEN,
SOLIDARITE INTERNATIONALE !**

Avec big brother, « tout devient possible ! »

Par le Cercle Communiste de Région Parisienne

Sarkozy avait promis un rapprochement avec les américains, il le prouve en apportant dans ses valises un « Patriot Act » à la française...

Dans la continuité du fichage ADN ou des lois sur la récidive, le gouvernement Fillon poursuit ses projets ultra-sécuritaires en publiant le 28 juin 2008 un décret instaurant un nouveau système de fichage nommé « EDVIGE ». Ce fichier qui regroupe désormais les bases de données des RG et de la DST a officiellement pour but « d'améliorer la sécurité publique ».

Cette loi permet aux autorités de fichier tout acteur économique, social, syndical ou religieux pourvu que son rôle soit suffisam-

EDVIGE : L'ŒIL DE SARKO



Ça fait plutôt froid dans le dos !

exemple. Ce fichier pourra faciliter la tâche des enquêteurs qui auront pour but de déterminer si nos « activités individuelles ou collectives sont susceptibles de porter atteinte à l'ordre public » : Une poignée de casseurs payés par la police suffira-t-elle par exemple à justifier qu'on rafle l'ensemble des participants à une manifestation ?

ment « significatif ». Autrement dit tout citoyen un tant soit peu militant peut être fiché... de même que tout religieux ayant opté pour l'Islam plutôt que pour le bouddhisme tibétain par

Les dangereux « preneurs d'otages » de la SNCF, du secteur hospitalier, et de tous les domaines où on refuse la destruction des acquis sociaux seront-ils mis « hors la loi » ?... Et la jeunesse

L'enregistrement des données à caractère personnel n'aura bien sûr aucune limite. Nous serons fichés sur nos activités, puis sans doute sur notre race, nos orientations sexuelles, nos fréquentations, etc. Et il va de soi que tout agent de police et de gendarmerie pourra sur « demande expresse » consulter ce fichier. Le droit d'information et le droit d'opposition ne s'appliquent pas à cette loi; en clair on ne peut ni avoir accès ni s'opposer à l'accumulation de telles données personnelles.

Cette loi est clairement liberticide; Tout agent de police pourra consulter votre fichier, où toute votre vie sera compilée. Rien ne garantit d'ailleurs que vos informations ne soient pas transmises à l'entreprise

qui vous emploie ou vous recrute, à des fins discriminatoires.

Nous ne sommes pas dupes: Anticipant un plan de casse sociale de plus en plus brutale, ce fichier sera utilisé pour réprimer les grèves, empêcher toute tentative de lutte, contrôler les « communautés à risque », fliquer les jeunes, etc. Cette loi nous rapproche encore de « la France d'après », que Sarkozy voudrait sans luttes, ni opposition, où les immigrés et autres « minorités religieuses » se font les plus discrets possible et où les jeunes en difficulté pourrissent en prison.

Le Collectif « Non à EDVIGE » est l'auteur d'un Appel en ligne « Pour obtenir l'abandon du fichier Edvige » :

<http://nonaedvige.ras.eu.org>

Individuellement, en tant qu'organisation, signons toutes et tous sans attendre cette pétition !



Suite des élections municipales...

Nous publions ci-dessous le communiqué de presse que la Coordination Communiste 59/62 a dû faire paraître, début juillet, concernant l'évolution de la situation politique à Wasquehal: le maire de droite a proposé aux deux conseillers municipaux PCF (élus de la liste antilibérale "Wasquehal résolument à gauche" à laquelle nous participions) des fonctions de conseillers délégués. Ceux-ci ont cru bon répondre favorablement. Notre communiqué est paru (en partie) dans la presse locale, avec une réponse du PCF, ce qui a eu le mérite de placer le problème sur la place publique, devant tous les électeurs.



La Coordination Communiste 59/62 s'est engagée dans les municipales sur les listes issues du front antilibéral pour: traduire au plan électoral la victoire du NON à la construction du bloc impérialiste européen (29 mai 2005); construire un front alternatif unitaire opposé à la droite libérale et se démarquant de la « gauche » sociale libérale; donner aux résistances sociales une expression politique locale...

Nous avons appris par voie de presse (*Nord Éclair* et *Voix du Nord* du 21 juin 2008) qu'à Wasquehal, nos deux têtes de liste ont accepté une « délégation spéciale » pour « la Gestion générale du patrimoine social » et « la Solidarité active ». La Coordination Communiste 59/62 s'oppose franchement à cette démarche qui rompt de fait le contrat politique conclu pour la constitution de la liste antilibérale à l'occasion des municipales à Wasquehal. Nous demandons le retrait de notre logo sur le blog « *Wasquehal Résolument à gauche* ».

Nous informons par la présente tous nos colistiers. Nous nous tenons toujours prêts et disponibles pour la poursuite d'actions unitaires visant à défendre les populations contre les politiques antisociales du gouvernement, de l'UMP au plan national comme au plan local.

« On loue un étage, puis deux étages, et après ? »



MAXIME GREMETZ, député PC de la Somme est l'un des principaux opposants à Marie-George Buffet au sein du PC.

*Propos recueillis par Rosalie Lucas
Le Parisien/Aujourd'hui en France du 26.08.2008*

RL : Que vous inspire la location de deux étages du siège du PC ?

Maxime Gremetz: Une grande tristesse. Cela montre qu'on est obligé de vendre et de louer les meubles du grand Parti communiste. C'est dire que la situation n'est pas brillante. A la fois politiquement et financièrement.

RL : Pensez-vous que la direction avait d'autres choix ?

MG: Je ne dis pas ça, je dis simplement qu'elle s'est mise elle-même dans cette situation. C'est le résultat d'une ligne politique qui n'existe pas et d'une stratégie qui ne correspond pas à la nature des problèmes qui sont posés aujourd'hui.

RL : Mais, contrairement au FN, le PC ne vend pas son siège...

MG: Heureusement. Mais le siège de « l'Humanité », lui, a été vendu. Quand on commence à vendre le siège du journal de Jean Jaurès, croyez-moi, c'est malheureusement très symbolique. On loue un étage, puis deux, et après ? Ce siège, on y tient beaucoup car c'est une grande œuvre architecturale et nous étions très fiers que ce soit le Parti communiste qui ait demandé au plus grand architecte du monde, Oscar Niemeyer, de le concevoir. Quand on voit qu'on commence à le louer et que, là-bas, ce ne sont plus des camarades qui nous accueillent mais la sécurité privée, ça fait froid dans le dos.



Siège du Parti Communiste Français, place du Colonel Fabien à Paris, une œuvre du célèbre architecte communiste Oscar Niemeyer

1996 – 2008 : 12^{ème} ANNIVERSAIRE DU COUP DE HACHE DE SAINT BERNARD, LE RACISME D'ETAT REVELATEUR DE LA DECADENCE EUROPEENNE!

Par le Collectif National des Sans Papiers—15 Août 2008

Les sans papiers en lutte pour des papiers pour tous gardent la mémoire des dates historiques. Comme celle du 18 mars, anniversaire de la sortie de l'ombre en 1996. Mais aussi, il faut le rappeler, celle de l'insurrection des ouvriers parisiens en 1871. Et celle du décès d'acteurs sans papiers comme Romain BINA-ZON et soutiens comme Léon Schwartzberg ...



L'enjeu de la mémoire est d'autant plus important que le pouvoir de Sarkozy s'est fixé comme objectif majeur d'effacer la visibilité collective de notre combat social, citoyen et républicain par l'organisation d'une chasse à l'homme étranger, par les chiffres et quotas annuels d'expulsions et par des lois liberticides comme celle dite « d'immigration choisie » et des directives européennes qui étendent la peine administrative de prison à 18 mois et 5 ans d'interdiction des territoires, y compris à des enfants.

L'Europe est décadente, et ce déclin de la civilisation se manifeste dans l'acharnement raciste qui s'abat sur les étrangers non européens, dans les politiques ethnicistes et islamophobes et le repli communautariste identitaire qui se traduit en France par l'existence de cette horreur qu'est le Ministère de « l'identité nationale » (sic!).

Les accusations et menaces récentes proférées par Hortefeux contre les soutiens français suite aux incendies qui se multiplient dans les CRA illustrent bel et bien l'esprit colonialiste qui prévaut dans la tête de certains politiciens. Les sans papiers seraient incapables de révolte, même suicidaire, alors si les CRA brûlent, ça ne peut être que le résultat de

l'influence des soutiens, des « gourous blancs ».

L'arbitraire, les traitements dégradants, l'injustice, les étrangers sans papiers s'en accommodent « naturellement » parce que, rappelez vous le discours de Dakar d'un certain président Sarkozy, « les africains ne sont pas rentrés dans l'histoire »!

Les Collectifs de Sans Papiers, les sans papiers syndiqués qui font la grève en occupant leur entreprise, les organisations de solidarité avec les travailleurs

sans papiers poursuivent et poursuivront leur mobilisation pour obtenir les régularisations, mais aussi parce qu'il y va de la capacité des travailleurs et de la société toute entière à lutter pour arrêter la machine libérale infernale, broyeuse du programme du CNR qui a donné au peuple tant de droits et d'acquis sociaux.

La résistance multiforme des sans papiers pour maintenir la visibilité collective du mouvement et arracher les papiers est une œuvre de salubrité publique contre la décadence des pays et des sociétés européennes.

C'est pour rappeler cette modeste contribution à l'œuvre d'endigement de la régression de la civilisation, de la morale, de la politique et de la justice sociale que la CNSP appelait à une manifestation nationale décentralisée partout en France le samedi 23 août 2008.

HONTE AU COUP DE HACHE DE SAINT BERNARD ET A LA CHASSE A L'HUMAIN ETRANGER POUR QUE VIVE LE VIVRE ET TRAVAILLER ENSEMBLE DANS L'EGALITE DES DROITS ET LA DIGNITE POUR TOUS!



PAS TOUCHE A NOTRE POSTE!

Tous ensemble, usagers et postiers, défendons le service public postal!

Les syndicats de La Poste se mobilisent en cette rentrée contre le changement de statut de l'entreprise publique, dans lequel ils voient une « privatisation », synonyme à leurs yeux d'une dégradation du service aux usagers et de l'emploi des postiers. La direction de La Poste doit présenter en septembre son « projet de changement de statut » visant à transformer l'établissement en société anonyme dès 2009, avant une ouverture de capital de 10 à 20%.

Les syndicats n'hésitent pas à parler de « privatisation » : « le changement de statut puis la mise en bourse sont toujours une étape vers la privatisation », affirme Joëlle Roeye, secrétaire fédérale de la CGT, premier syndicat à La Poste. Cinq syndicats (CGT, Sud, CFDT, FO et la CFTC), représentant près de 95% du personnel, ont décidé d'organiser une « journée d'action nationale » en cette rentrée contre le projet. Pour sa part, FO a également suggéré que soit lancé un référendum sur le projet de « privatisation ».

Leur première crainte concerne les menaces qui pèsent selon eux sur l'emploi des 280.000 postiers, dont 60% de fonctionnaires, les autres relevant du droit privé. « La Poste est le premier employeur public et la question de l'emploi est posée. Privatisation est malheureusement toujours synonyme de suppressions d'emploi, on l'a vu à France Télécom », souligne Joëlle Roeye secrétaire fédérale de la CGT. La direction de la Poste « réaffirme » sa volonté de maintenir 17 000 points de contact sur tout le territoire. Mais pas forcément des bureaux de plein exercice qui offrent un plus grand nombre de services que les relais ou agences par lesquels ils sont souvent remplacés, rétorquent les syndicats. Selon Joëlle Roeye, « on compte 5 100 agences et relais pour 11 860 bureaux de poste alors qu'on avait 17 000 bu-



reaux en 2002 ». Une tendance qui « va s'accélérer avec la privatisation », estime Régis Blanchot (Sud-PTT). Le projet « signe la réduction du service public pour les usagers déjà en cours: on a vu ces dernières années des services gratuits devenus payants », selon M. Blanchot. Le suivi du courrier en cas de changement d'adresse « coûtait 16 euros pour un an et aujourd'hui, les postiers sont poussés à vendre un pack accompagné de cinq enveloppes préaffranchies pour 50 euros par an! », s'indigne le responsable syndical, pour lequel « ce type d'augmentations masquées risquent de se multiplier ».

« Instruit des précédents France Télécom, EDF et GDF, on peut déjà écrire la suite, s'est réjoui l'éditorialiste des Echos (7 juillet) : transformation en société anonyme, nouveaux actionnaires, introduction en Bourse, privatisation... Un à un, les piliers du service public à la française tombent au champ d'honneur de la modernisation de l'Etat. » Et d'ajouter : « Contrairement à ce que l'on tente parfois de nous faire croire, ce n'est pas une contrainte, mais un choix. »

Comme cela s'est produit avec d'autres services publics, la mise en orbite capitaliste de La Poste aura été précédée d'une profonde transformation de l'entreprise : introduction de techniques de management agressives, précarisation du personnel, dégradation du service et fermeture des bureaux, diversification dans des activités concurrentielles (banque), rétablissement de la rentabilité. Il s'agissait tout à la fois d'offrir à d'éventuels investisseurs un bilan avenant (La Poste a dégagé un résultat net de 943 millions d'euros en 2007) et de pallier l'effet des directives européennes imposant la libéralisation des secteurs les plus rentables de l'activité courrier.

Si l'Etat ne s'est pas encore prononcé sur l'avenir de l'entreprise publique, le président de la République se trouve aux premières loges : au nombre des cabinets de conseil mobilisés par la direction de La Poste pour étudier le dossier, on compte Altedia, fondé en 1992 par M. Raymond Soubie. Lequel conseille aujourd'hui M. Nicolas Sarkozy pour les affaires sociales. Sans commentaires!

Contre la privatisation de la Poste, manifestons notre colère d'usagers et soyons solidaires des travailleurs postiers en lutte!

Vous pouvez signer la pétition en ligne sur internet en cliquant sur: <http://www.cgt.fr/spip.php?article34881>
Vous pouvez imprimer la pétition en cliquant sur: <http://cgtptt.free.fr/poste/actualite/tracts/2008/gp0708a.pdf>

N'hésitez pas à contacter les camarades postiers cgtistes du Nord- Pas de Calais : Syndicat CGT PTT, 101 bis rue Barthélémy Delespaul 59043 Lille Cedex ou Cour bureau Poste, BP 207 164 rue R. Ayle 62254 Hénin Beaumont Cedex.

Signez la pétition en ligne

Touchez pas à ma POSTE

Contre la privatisation



- ▶ Je m'oppose à la privatisation de la Poste;
- ▶ Je me prononce pour un service public postal moderne et rénové qui réponde aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire;
- ▶ Je demande l'organisation d'un débat public national sur l'avenir du service public postal.

Un rendez vous important à ne pas manquer !

La bourgeoisie a inventé l'histoire « officielle », et elle cherche à la faire breveter par des historiens « raisonnables » et des journalistes complaisants. Dans cette histoire là, le capitalisme se met en scène : il est bon et efficace ! Il efface ses trahisons, gomme sa cupidité, nie sa haine du peuple. Annie Lacroix-Riz, l'historienne qui décoiffe, va chercher la vérité dans les faits, dans les documents d'archives, dont elle est une spécialiste. Elle avait déjà montré que la bourgeoisie ne s'était contentée de collaborer après la défaite de 1940, mais avait construit une entente avec l'ennemi dès l'entre-deux-guerres dans son livre « *Le choix de la défaite* ». Son nouveau livre « *De Munich à Vichy : l'assassinat de la III^e République (1938-1940)* » montre comment les classes dirigeantes et leurs auxiliaires politiques (« républicains » compris) ont organisé et organiquement lié la trahison nationale et la guerre contre la classe ouvrière et ses défenseurs. Pourquoi se passionner pour des événements vieux de 70 ans ? Parce que leur connaissance nous apporte une compréhension très actuelle sur la guerre de classe que mène avec âpreté le capitalisme d'aujourd'hui : sa haine de l'Etat comme lieu de régulation, sa lutte pour l'écrasement des salaires, sa tactique permanente de division des salariés, son combat dans le domaine des idées pour falsifier l'histoire. Parce qu'Annie Lacroix-Riz nous donne des billes pour organiser la résistance !

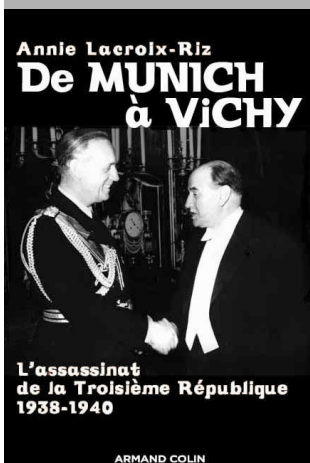
Le 4 octobre 2008
15h à la MEP (1, place G. Lyon à Lille)

ANNIE LACROIX-RIZ

présente son nouveau livre

« *De Munich à Vichy : l'assassinat de la III^e République (1938-1940)* »

Une conférence-débat organisée par
la Cellule Pierre Simonot (PCF),
la Coordination Communiste Nord-Pas de Calais et
le Pôle de Renaissance Communiste en France



Déroulement de la manifestation
15h-16h30 : exposé d'A. Lacroix-Riz
16h30-17h : pause, librairie, buffet,
dédicace de ses livres ...
17h-18h30 : débat

« *De Munich à Vichy : l'assassinat de la III^e République (1938-1940)* »
Annie Lacroix-Riz, Editions Armand Colin

La Collaboration, avons-nous tous appris, est la conséquence de la terrible défaite de 1940. Mais si la défaite avait été elle-même le résultat d'une « collaboration » déjà fort bien anticipée entre une fraction de l'appareil d'Etat et des milieux d'influences français, et un déjà quasi-occupant nazi ? La question est taboue. De plus, comment imaginer que, tel le joueur de flûte d'Hamelin, les ennemis acharnés de la démocratie fusionnés avec les stipendiés de Berlin et de Rome aient pu si efficacement, et dans les normes du secret, faire d'une part suffisante du haut personnel de la Troisième République les complices de sa destruction. Comment ? Il fallait d'abord rouvrir le dossier, bien scellé par ce qui nous restait d'illusions, et revenir aux archives. Le constat est accablant. Annie Lacroix-Riz a réuni les mille pièces à charge d'une incontestable entreprise de subversion de l'Etat républicain. Il fallait ensuite reconstituer ces cheminements de corruption et de connivence qui ont fini par placer le centre de gravité de la trahison au cœur même de l'Etat. S'il est un mythe intenable, c'est celui d'un complot aux franges, de l'autre côté d'une ligne Maginot de sécurité républicaine qui aurait tenu jusqu'à l'invasion : en réalité, toute une chaîne de complicités, de l'extrême-droite aux rassurants radicaux, en passant par l'Etat-major, a voulu la mort du régime. À n'importe quel prix. Mais pourquoi, dira-t-on ? Difficile de le comprendre sans un retour sur les enjeux de l'époque. Comme nous ne voyons plus bien les raisons du crime, nous sommes tentés de penser qu'il n'a pas eu lieu. Mais les raisons étaient bien là, et l'auteure nous les rappelle avec une froide rigueur. Certaines n'ont peut-être pas complètement disparu : ce vieux malaise d'une part de nos élites avec le double fait national et démocratique...

Annie Lacroix-Riz a notamment publié :

La CGT de la Libération à la scission (1944-1947)

Éditions Sociales, 1983 (issu de sa thèse d'Etat soutenue en 1981).

Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948

Éditions Sociales, 1986.

Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre Mondiale à la Guerre Froide (1914-1955)

Armand Colin, 1996.

Industrialisation et sociétés (1880-1970) : L'Allemagne

Ellipses, 1997.

Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy

Armand Colin, 1999.

L'Histoire contemporaine sous influence

Le Temps des Cerises, 2004.

Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930

Armand Colin, 2006.

L'intégration européenne de la France - La tutelle de l'Allemagne et des Etats-Unis

Le Temps des Cerises, 2007.

Dans le dernier **Manière de voir - Le Monde diplomatique** « *De Lénine à Poutine - Un siècle russe* » août-septembre 2008, Annie Lacroix-Riz a également écrit un article au sujet de l'URSS intitulé « *Le prix de la victoire sur le III^e Reich* »



A noter aussi sur vos agendas !

Samedi 18 octobre à 17 h 30
à Hellemmes, Espace Marx

« Autour de Maxime Rodinson, contribution des marxistes à la résistance palestinienne »

Avec Sébastien Bousois dont le livre « *Maxime Rodinson, un intellectuel du XX^e siècle* » vient de sortir en septembre, Françoise Germain-Robin et Ziad, journaliste palestinien, porte-parole en Belgique du FPLP.

Partenaires : AFPS 59/62, Espace Marx, Cercle Henri Barbusse, UJFP, Hors les murs, les Amis du Monde diplomatique...



Samedi 22 novembre à 15 h
à Villeneuve d'Ascq, Salle des Fêtes Masqueliez, 167 rue Jules Guesde

« Regards croisés sur trois révolutions qui ont ébranlé le XX^{ème} siècle »

1917 - Russie , 1949 - Chine , 1959 - Cuba

à l'initiative du Cercle Henri Barbusse, de la Coordination Communiste 59/62 et du Comité France-Cuba Lille-métropole.

Avec la participation de la sociologue communiste Danielle BLEITRACH, auteur de « Cuba, Fidel et le Che - ou l'aventure du socialisme » (Editions *Le Temps des Cerises*, février 2008), et de représentants des Partis Communistes cubains et chinois et d'autres invité(e)s à confirmer.

Stands politiques, associatifs et table de littérature, Soirée festive et internationaliste !

Notre journal paraît à raison de 5 numéros par an. Il livre au lecteur progressiste, communiste, militant, des articles d'analyse, d'information, sur le plan local, national et international, ainsi que des informations régulières concernant les activités et initiatives de notre organisation...

PROFITEZ DE CE NUMÉRO SPÉCIAL RENTRÉE POUR VOUS ABONNER!

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste
10 euros = 6 n° / Coordination Communiste, BP 51,
59007 Lille CEDEX

coordcommuniste@numericable.fr

QUI SOMMES-NOUS ?

IPNS

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anticolonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et œuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :

<http://coordin.communiste.free.fr>